N° 11-626-X au catalogue — N° 022
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-662-78851-5

Document analytique

Aperçus économiques

Changements dans la composition de l'investissement agrégé

par Cyndi Bloskie, Valérie Gaudreault et Guy Gellatly
Direction de l'analyse et Division de l'investissement, des sciences et de la technologie

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 11-626-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2013

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada (http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm).

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, ses entreprises, ses administrations et les autres établissements. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0[s]	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Changements dans la composition de l'investissement agrégé

Par Cyndi Bloskie, Valérie Gaudreault et Guy Gellatly

Le présent article de la série *Aperçus économiques* traite de la composition des dépenses d'investissement au Canada. Il fait ressortir les principaux changements qui se sont produits dans la répartition des dépenses en immobilisations au cours des dix dernières années, alors que les investissements en actifs structurels se sont intensifiés dans les industries et les régions axées sur les ressources. L'article présente aussi les estimations provisoires pour 2012 et les intentions d'investissement pour 2013, publiées en février 2013. Il fait partie d'une série d'articles publiés dans *Aperçus économiques*, dont l'objet est d'offrir des renseignements sur l'évolution constante de l'économie canadienne.

Dans la foulée de la récession de 2008-2009, les dépenses en immobilisations ont grandement contribué à la croissance de la productivité réelle. Les investissements non résidentiels des entreprises dans les ouvrages de construction et les machines et le matériel, qui représentent environ la moitié de toutes les dépenses d'investissement au Canada, ont progressé au cours de 12 des 13 derniers trimestres[1]. Depuis le creux qu'a atteint la production réelle au deuxième trimestre de 2009, le volume des investissements non résidentiels en immobilisations faits par les entreprises a augmenté de 37 % et des hausses comparables ont été observées dans les ouvrages de construction et les machines et le matériel. Au cours des plus récents trimestres, les ouvrages de construction se sont classés au premier rang des dépenses d'investissement, avant d'afficher des baisses au troisième trimestre de 2012[2].

Cross (2011) a constaté que lors de la récente reprise, les dépenses non résidentielles en immobilisations des entreprises ont accéléré plus rapidement que lors des périodes de reprise antérieures et il a mis en évidence les changements à plus long terme dans la composition industrielle des investissements des entreprises avec, en premier lieu, la croissance observée dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière.

Les données sur les dépenses et les intentions en matière d'investissement suscitent beaucoup d'intérêt en raison de l'influence favorable des dépenses en immobilisations sur la croissance de la productivité. À partir de données tirées des Comptes canadiens de productivité, Baldwin et Gu (2009) montrent que les changements à long terme de la productivité des entreprises sont principalement attribuables à une intensification du capital, c'est-à-dire le volume des immobilisations (machines et matériel et ouvrages de construction) et des actifs structurels disponibles pour soutenir la production de biens et de services, mesuré par le nombre d'unités de travail. De 1961 à 2008, la productivité du travail au Canada a augmenté de 2,0 % en moyenne par année; une proportion de 1,3 % de cette augmentation annualisée de 2,0 % est attribuable à une intensification du capital. Les variations de l'intensification du capital dépendent des flux de services dont les entreprises bénéficient grâce à leurs investissements actuels et leurs stocks accumulés de leurs investissements passés.

Les dernières analyses des tendances en matière d'investissement au Canada sont fondées sur les types d'immobilisations acquises. Sharpe et Andrews (2012) ont examiné l'écart persistant entre le volume des investissements en technologie de l'information au Canada et aux États-Unis, en se concentrant sur les immobilisations étroitement liées à l'amélioration de la productivité des entreprises. Le Conference Board du Canada (2013) a également attiré l'attention sur la technologie incorporée dans de nombreux investissements en machines et matériel, soulignant la mesure dans laquelle les taux d'investissement en machines et matériel au Canada est à la traîne par rapport à ceux des autres pays de l'OCDE[3].

Le présent article examine la structure des dépenses d'investissement au Canada à partir des données sur les intentions d'investissement privé et public publiées en février 2013 – les estimations provisoires pour 2012 et les intentions pour 2013 – et met en évidence les changements à long terme dans la composition industrielle des dépenses d'investissement depuis le début de l'essor des produits de base. Les tendances en matière d'investissement des entreprises au cours des dix dernières années sont comparées à celles des industries du secteur public et du logement résidentiel. Les dépenses d'investissement des entreprises sont examinées plus en détail, de manière à mettre en évidence la transition vers une composition axée sur les actifs structurels dans les régions axées sur les ressources. Les données sur les intentions pour 2013 servent à compléter l'analyse de ces tendances à long terme.

1. De 2000 à 2011, les dépenses non résidentielles en immobilisations des entreprises pour les structures et les machines et le matériel représentaient, en moyenne, environ 45 % de toutes les dépenses annuelles en investissement. Les données sur la production et les composantes du PIB en termes de dépenses peuvent être consultées dans le tableau CANSIM 380-0064.
2. Pour une vue d'ensemble des principaux agrégats économiques de la période qui a suivi la récession, voir Bloskie et Gellatly (2012).
3. Pour une vue d'ensemble des études sur la technologie et la productivité axées sur les entreprises à partir des enquêtes de Statistique Canada, voir Baldwin et Gellatly (2007).

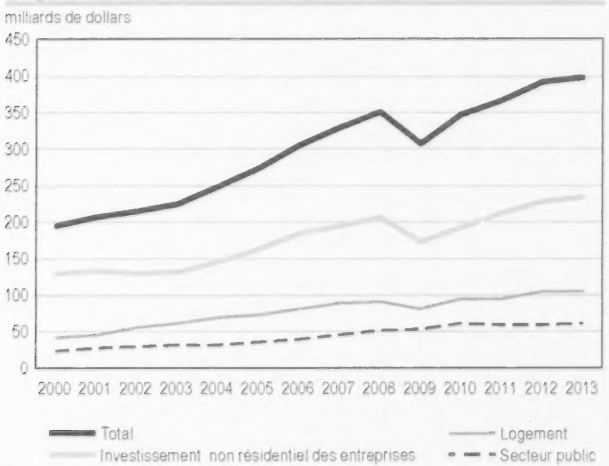
Données sur les dépenses d'investissement

Statistique Canada publie des données annuelles sur les dépenses et les intentions d'investissement tirées d'une enquête sur échantillon menée auprès de quelque 28 000 organismes des secteurs public et privé[4]. Les dépenses combinées de ces dernières sont réparties entre trois secteurs : le secteur des entreprises, le secteur public (santé, éducation et administration publique) et les investissements en logements résidentiels. L'ensemble des dépenses effectuées par les organismes des secteurs public et privé dans le secteur des entreprises est appelé ci-après « investissement des entreprises »[5].

Les dépenses en immobilisations sont réparties en deux grandes catégories d'immobilisations : 1) les investissements dans les ouvrages de construction, qui comprennent les dépenses liées à la construction de logements et les dépenses non liées au logement pour la construction d'immeubles à bureaux, d'usines, d'installations de services publics, de routes, d'égouts ou de ponts; et 2) les investissements dans les machines et le matériel, qui comprennent les dépenses liées à l'acquisition d'ordinateurs, d'automobiles et d'équipement de bureau.

Les dépenses d'investissement agrégées représentent environ 20 % du produit intérieur brut annuel du Canada, pourcentage qui est demeuré essentiellement stable depuis dix ans[6]. De 2000 à 2011, les dépenses d'investissement agrégées, exprimées en dollars courants, sont passées de 194,9 milliards de dollars à 365,2 milliards de dollars, ce qui correspond à une croissance moyenne de 6 % par année. Les chiffres provisoires réels pour 2012 établissent les investissements à 391,5 milliards de dollars, alors que les intentions pour 2013 s'élèvent à 398,2 milliards de dollars (voir graphique 1). Les dépenses en immobilisations au titre de la construction et des machines et matériel par le secteur des entreprises représentent la majeure partie des dépenses d'investissement globales.

Graphique 1
Dépenses en immobilisations par secteur



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 029-0005.

Les dépenses non résidentielles des entreprises représentent un investissement agrégé moindre

Alors que le ratio des investissements en immobilisations au produit intérieur brut est resté stable, la composition des dépenses en immobilisations au Canada a beaucoup changé au cours des dix dernières années. Les dépenses nominales non résidentielles en immobilisations du secteur des entreprises ont augmenté de 76 % entre 2000 et 2012, passant de 129,4 milliards de dollars en 2000 à 227,4 milliards de dollars en 2012. Au cours de cette période, toutefois, la contribution relative du secteur des entreprises aux dépenses d'investissement agrégées a reculé, passant de 66 % en 2000 à 58 % en 2012. Cette situation reflète en partie les tendances en matière d'investissement du début des années 2000, alors qu'on constatait une croissance accrue du marché du logement et des investissements des administrations publiques. Les investissements non résidentiels des entreprises ont affiché une croissance négative en 2002 (-3,4 %), sous l'influence de baisses dans les secteurs de l'information et de la culture, de la fabrication et de l'exploitation minière. En comparaison, les investissements dans le logement et dans le secteur public ont augmenté de 19 % et de 11 %, respectivement, cette année-là. Par conséquent, la contribution des investissements des entreprises au total des dépenses en immobilisations a baissé pour se situer à 60 % en 2002, étant demeurée relativement stable jusqu'en 2008.

Au milieu des années 2000, on a constaté de fortes hausses annuelles des dépenses d'investissement pour toutes les composantes principales des dépenses en immobilisations. Le secteur des entreprises a enregistré des augmentations annuelles à deux chiffres de 2004 à 2006, principalement sous l'influence des investissements dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'exploitation pétrolière et gazière, les prix des produits de base étant alors en hausse. Les investissements dans le secteur public et le logement ont aussi affiché une croissance à deux chiffres durant deux de ces trois années. Les dépenses d'investissement agrégées ont continué d'augmenter avant la récession, bien qu'à un rythme plus modeste, avant de reculer de 12 % en 2009. Les investissements non résidentiels des entreprises ont baissé de 17 % au cours de la même année, alors que les investissements dans le logement ont diminué de 12 %. En revanche, les investissements du secteur public ont progressé de 6 %. La contribution des dépenses non résidentielles des entreprises à l'investissement agrégé a donc reculé à 56 % en 2009 et s'est maintenue à ce niveau en 2010, alors que les dépenses en immobilisations dans chacun de ces trois secteurs ont rebondi.

4 Il s'agit de l'enquête Dépenses en immobilisations et réparations. Pour en savoir davantage sur l'enquête, voir http://www23.statcan.gc.ca/81/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=2803&lang=fra&db=imdb&adm=8&dis=2

5 Il existe d'importantes différences de couverture entre les données sur les investissements qui sont publiées dans le Système canadien des comptes nationaux et celles tirées de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations. Par exemple, les données sur les investissements dans le Système de comptabilité nationale incluent les dépenses en immobilisations pour la recherche et le développement et les armes militaires. À moins d'avis contraire, les données présentées dans cet article sont des estimations en dollars courants tirées de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations et sont calculées à l'aide du tableau CANSIM 029-0005. Les tendances révélées par ces données sont similaires à celles présentées dans les comptes nationaux pour la période de référence étudiée dans cet article.

6 Cette part des investissements est fondée sur les estimations annualisées de la formation brute de capital fixe et du produit intérieur brut tirées des comptes économiques canadiens, voir le tableau CANSIM 380-0064.

Tableau 1
Dépenses en immobilisations selon le secteur

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012[1]	2013[2]
	variation annuelle en pourcentage													
Investissements totaux	5,6	6,1	3,4	5,1	10,2	10,2	11,8	7,7	6,2	-12,2	13,1	5,3	7,2	1,7
Investissements des entreprises en bâtiments non résidentiels	4,7	3,0	-3,4	2,9	10,0	12,2	12,4	6,2	5,8	-16,6	11,3	10,5	7,4	2,8
Logement	8,5	13,0	18,9	11,3	13,7	5,0	11,1	9,1	3,4	-12,3	16,8	1,3	9,3	0,2
Investissements du secteur public	5,6	11,1	10,6	3,0	4,4	12,4	10,5	11,7	13,6	6,0	13,3	-4,8	3,1	0,2
	part en pourcentage des dépenses d'investissement totales													
Investissements des entreprises en bâtiments non résidentiels	66,4	64,4	60,2	58,9	58,8	59,9	60,2	59,4	59,1	56,2	55,3	58,0	58,1	58,7
Logement	21,1	22,5	25,9	27,4	28,3	26,9	26,8	27,1	26,4	26,4	27,2	26,2	26,7	26,3
Investissements du secteur public	12,5	13,0	13,9	13,7	12,9	13,2	13,1	13,5	14,5	17,5	17,5	15,8	15,2	15,0

Notes :
1. Données réelles provisoires.
2. Intentions.

Source : Tableau CANSIM 029-0005.

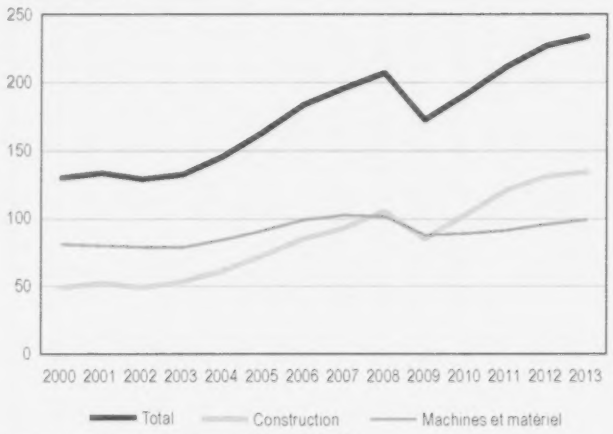
Les investissements non résidentiels des entreprises se sont accrus de 10 % en 2011, les données réelles provisoires pour 2012 révèlent une hausse de 7 % et les intentions d'investissements pour 2013 affichent une progression de 2,8 % qui les font se situer à 233,7 milliards de dollars. De même, les investissements dans le logement et dans les industries du secteur public ont crû de 9 % et de 3 %, respectivement, en 2012, les intentions d'investissements pour 2013 étant demeurées essentiellement inchangées, s'établissant à 105 milliards de dollars et à 60 milliards de dollars.

Derrière les données agrégées sur les investissements non résidentiels des entreprises, on constate des changements considérables dans la composition industrielle et régionale. Une vue d'ensemble de ces changements est présentée ci-dessous.

Les investissements non résidentiels des entreprises dans les ouvrages de construction surpassent les investissements dans les machines et le matériel

Les investissements dans les ouvrages de construction (des biens commerciaux comme des usines, des immeubles et des ouvrages de génie) représentent maintenant la majeure partie des dépenses en immobilisations des entreprises au Canada (voir graphique 2). De 2000 à 2012, les dépenses non résidentielles en immobilisations relatives à ces ouvrages de construction ont augmenté de 9 % par année en moyenne, comparativement à une croissance annuelle de 2,1 % pour les dépenses d'investissement au titre des machines et du matériel. En conséquence, la part du total des investissements non résidentiels des entreprises que représentent les éléments d'actif de construction s'est constamment accrue, passant de 38 % en 2000 à 58 % en 2011. Les données réelles provisoires pour 2012 et les intentions pour 2013 affichent une tendance similaire.

Graphique 2
Investissement des entreprises par type d'immobilisation



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 029-0005.

Les dépenses en ouvrages de construction marquées principalement par des hausses dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'exploitation pétrolière et gazière

Le changement de la composition touchant les ouvrages de construction ainsi que les machines et le matériel font ressortir l'évolution structurelle en cours dans différents secteurs d'activité. Les investissements dans des éléments d'actif de construction représentaient la plus grande part des dépenses en immobilisations dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'exploitation pétrolière et gazière, puisqu'il est souvent nécessaire de faire d'importants investissements dans l'infrastructure

afin de mettre en production de nouvelles installations. La part du total des dépenses des entreprises que représente ce secteur s'est considérablement accrue. Les dépenses annuelles en immobilisations au titre des constructions et des machines et du matériel dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'exploitation du pétrole et du gaz ont augmenté en moyenne de 14 % au cours des années 2000, passant de 25,1 milliards de dollars en 2000 à 81,4 milliards de dollars en 2012. En conséquence, la part des investissements non résidentiels des entreprises dans ce secteur est passée de 19 % en 2000 à 36 % en 2012.

Les ouvrages de construction représentent environ 8 dollars de chaque tranche de 10 dollars des investissements dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'exploitation pétrolière et gazière. En 2000, ces industries de ressources représentaient 43 % de toutes les dépenses non résidentielles en actifs structurels dans le secteur des entreprises; en 2012, plus de la moitié de toutes les dépenses d'investissement dans des ouvrages de construction ont été réalisées dans ce secteur. La part du total des investissements en machines et matériel des secteurs de l'exploitation minière et de l'exploitation pétrolière et gazière s'est aussi accrue, passant de 5 % à 2000 à 12 % en 2012.

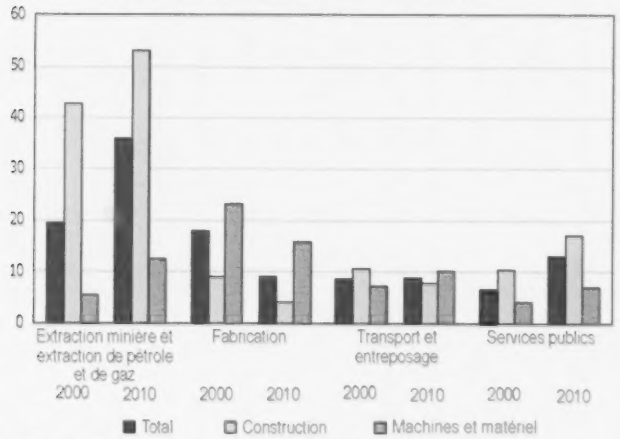
Les parts des investissements tant dans les ouvrages de construction que dans les machines et le matériel ont diminué de façon considérable dans les industries de la fabrication au cours de la dernière décennie. Les dépenses annuelles en immobilisations en 2012 s'établissaient à 20,4 milliards de dollars et les intentions pour 2013 se situaient à 20,9 milliards de dollars. De 2000 à 2012, la part des investissements non résidentiels des entreprises représentée par le secteur de la fabrication a reculé, passant de 18 % à 9 %. Sur le plan des dépenses en machines et matériel, qui représentent environ 85 % des dépenses d'investissement dans le secteur de la fabrication, la contribution du secteur au total des investissements en machines et matériel a également baissé, passant de 23 % à 16 %.

Migration des investissements vers l'Ouest

La croissance dans les secteurs des ressources dans l'Ouest du Canada, jumelée aux reculs globaux dans le secteur de la fabrication, a eu une incidence notable sur la répartition des dépenses d'investissement au Canada (voir graphique 4). De 2000 à 2012, toutes les provinces de l'Ouest du pays ont accru leur part des investissements non résidentiels des entreprises, alors qu'on a constaté des reculs en Ontario, au Québec et dans les provinces maritimes. Durant cette période, les dépenses annuelles moyennes non résidentielles en immobilisations dans le secteur des entreprises ont augmenté d'environ 10 % en Saskatchewan, en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador, hausses qui sont bien supérieures à la moyenne nationale de 5,1 %.

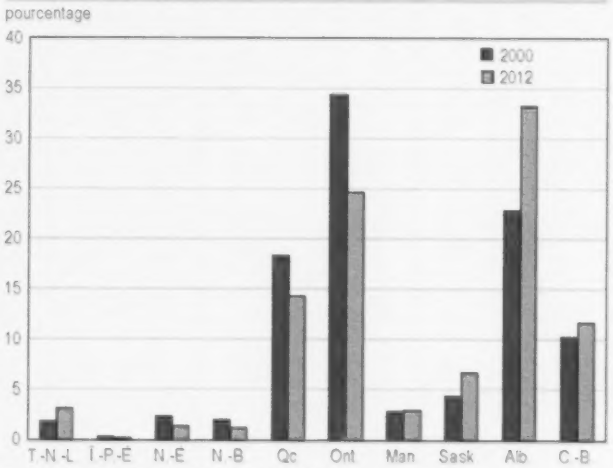
Grâce à six années de croissance à deux chiffres, la part des investissements non résidentiels des entreprises en Alberta est passée de 23 % en 2000 à 33 % en 2012, les dépenses d'investissement dans la province surpassant celles de l'Ontario au cours des récentes années. Les secteurs de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière étaient à la tête de cette croissance, étant passés de 16,2 milliards de dollars en 2000 à 48,5 milliards de dollars en 2012. En 2012, ces secteurs représentaient les deux tiers de tous les investissements non résidentiels des entreprises en Alberta, dont environ 88 % ont été consacrés à des ouvrages de construction. Les investissements dans les services publics, les ouvrages de construction et le transport et l'entreposage en Alberta étaient également liés à la croissance du secteur des sables bitumineux. Les intentions d'investissement pour 2013 affichent une hausse de 3,2 %.

Graphique 3
Dépenses en immobilisations pour certains secteurs



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 029-0005

Graphique 4
Répartition des investissements non résidentiels des entreprises par province, 2000 et 2012



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 029-0005

La part des investissements non résidentiels agrégés des entreprises en Saskatchewan est passée de 4 % en 2000 à 7 % en 2012. Les dépenses en immobilisations dans la province ont augmenté à partir de 2005, notamment en raison des investissements effectués dans les secteurs de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière, qui ont augmenté pour passer de 2,0 milliards de dollars en 2000 à 8,3 milliards de dollars en 2012. Ces investissements représentaient la moitié des investissements des entreprises en Saskatchewan cette année-là. Les intentions d'investissements non résidentiels des entreprises pour 2013 ont diminué de 2,8 % par rapport aux niveaux de 2012.

Il y a eu des baisses à long terme dans les parts des investissements non résidentiels des entreprises en Ontario et au Québec. En 2000, 34 % de toutes les dépenses non résidentielles en immobilisations des entreprises ont été effectuées en Ontario. En 2012, la part des investissements dans cette province avait reculé pour se fixer à 25 %. La baisse était concentrée dans le secteur de la fabrication. Au cours de la même période, certains secteurs ontariens ont connu des hausses marquées de leurs dépenses d'investissement, notamment les services publics, l'exploitation minière, l'exploitation pétrolière et gazière, ainsi que les secteurs du transport et de l'entreposage. Après une augmentation initiale de 2 % des investissements non résidentiels des entreprises en 2012, les intentions pour 2013 sont en hausse d'un autre 3,3 %.

Les dépenses au Québec ont suivi une tendance similaire, la part des dépenses non résidentielles en immobilisations des entreprises de la province ayant reculé de quatre points de pourcentage au cours de la période de dix ans, pour s'établir à 14 % en 2012. Le secteur de la fabrication était là aussi à l'origine du recul, affichant une baisse de 3,4 milliards de dollars, tandis que les investissements dans les services publics se sont accrus et représentaient plus de 20 % du total des investissements non résidentiels des entreprises en 2012. Les investissements dans le secteur de l'exploitation minière se sont également intensifiés au cours de la période visée, les intentions étant plus de trois fois plus élevées en 2013.

Dans les provinces atlantiques, la part des investissements non résidentiels des entreprises à Terre-Neuve-et-Labrador a crû de façon constante depuis 2007, principalement en raison des dépenses effectuées dans les industries de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière. Alors que les intentions d'investissements pour 2013 ont été positives à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, elles ont reculé au Nouveau-Brunswick.

Conclusion

Le présent article fait état des changements récents dans la composition des dépenses en immobilisations au Canada, les investissements dans les actifs structurels s'étant intensifiés dans les secteurs et les régions axées sur les ressources. Les industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière représentaient plus du tiers des investissements non résidentiels des entreprises en 2012, et plus de la moitié de toutes les dépenses en immobilisations au titre des ouvrages de construction dans le secteur des entreprises. En comparaison, le secteur de la fabrication représentait 9 % des dépenses d'investissement non résidentiels des entreprises. En 2012, la Saskatchewan et l'Alberta, ensemble, représentaient 40,1 % des investissements non résidentiels des entreprises au Canada, ce qui correspond aux parts combinées de l'Ontario et du Québec. Les données sur les intentions pour 2013 laissent présager le maintien de ces tendances.

Références

Bloskie, C. et G. Gellatly. 2012. *Développements récents de l'économie canadienne: automne 2012.* Aperçus économiques. 11-626-X. N° 19. Ottawa : Statistique Canada.

Baldwin, J.R. et G. Gellatly. 2007. *Innovation et capacités d'innovation : utilisation de technologies, croissance de la productivité et rendement des entreprises : résultats des enquêtes canadiennes sur la technologie.* L'économie canadienne en transition. 11-622-MIF. N° 16. Ottawa : Statistique Canada.

Baldwin, J.R. et W. Gu. 2009. *La productivité du Canada de 1961 à 2008 : mise à jour des tendances à long terme.* La revue canadienne de productivité. 15-206-X. N° 25. Ottawa : Statistique Canada.

Conference Board of Canada, The. 2013. *Investment and Productivity*. Voir http://www.conferenceboard.ca/hcp/hot-topics/investprod.aspx.

Cross, P. 2011. *Tendances récentes de l'investissement des entreprises.* L'observateur économique canadien. 11-010-X. Mars. Ottawa : Statistique Canada.

Sharpe, A. et B. Andrews. 2012. *The Canada-U.S. Investment Gap in 2010: The Widening Continues.* Centre for the Study of Living Standards Research. Note 2012-1. Ottawa.